



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 6, numéro 16
Juillet-Décembre 2023
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

STRATEGIES MILITAIRES AMERICAINES EN AFRIQUE : ETUDE MENEES SUR LE ROLE D'AFRICOM

Héritier MUNGULU NTOYO

Chef de Travaux et Doctorant en Relations Internationales de l'Université Pédagogique
Nationale/Kinshasa-RDC

RESUME

La guerre globale contre le terrorisme a obligé les Etats Unis d'Amérique à créer un commandement militaire unifiée pour l'Afrique, « Africom », dans le but d'éradiquer le terrorisme qui menace les intérêts américains et de leurs alliés en Afrique. Cependant, cette présence de la première armée du monde peine à atteindre les résultats escomptés suite aux faiblesses structurelles et opérationnelles de la plupart des partenaires africains dans cette lutte contre le terrorisme.

Mots-clés : *stratégie, stratégie militaire, Afrique, Africom.*

ABSTRACT

The global war on terrorism has forced the United States of America to create a unified military command for Africa, "AFRICOM", with the aim of eradicating terrorism, which threatens the interests of the United States and its allies in Africa. However, the presence of the world's largest army is struggling to achieve the expected results, due to the structural and operational weaknesses of most African partners in the fight against terrorism.

Keywords : *strategy, military strategy, Africa, Africom.*

INTRODUCTION

La présence militaire des Etats-Unis d'Amérique sur le continent africain est une nouvelle donne dans les relations internationales. Cet engagement militaire de la première puissance du monde dans une région

autrefois négligée témoigne en effet de la nature vraiment dynamique et imprévisible du système international de l'après-Guerre Froide.

En 2003 lorsqu'il publie son livre la Nouvelle puissance Américaine, l'un des plus grands stratèges américains de la Guerre Froide, Henry Kissinger, était loin de s'imaginer que l'Afrique pouvait revêtir une certaine importance stratégique de la part de son gouvernement une décennie plus tard. C'est aussi le cas de Lauren Ploch du Congressional Research Service (CRS) qui estimait que, depuis la fin de la guerre froide, le volet humanitaire a représenté l'essentiel de l'effort américain en Afrique, tandis que les intérêts stratégiques y étaient considérés comme « inexistants¹ ».

Aujourd'hui, des études pertinentes² tentent de démontrer la poussée militaire des Etats-Unis sur le continent en dépit de son caractère encore moins intense que dans d'autres espaces géopolitiques comme le Moyen-Orient ou le sud-est Asiatique par exemple, et de la résilience encore plus forte de l'approche indirecte décidée depuis le fiasco de la Somalie en 1993. A dire autrement, l'Afrique n'est certes pas devenue une priorité stratégique pour les américains mais l'implication stratégique américaine y est désormais plus robuste que par le passé.

Si l'on en croit Walter Russel Mead, cette nouvelle dynamique stratégique américaine en Afrique serait dictée par le contexte diplomatique post 11 septembre qui imposait des réformes dans les actions américaines dans le monde. Et de ce fait : « Quand la première puissance mondiale change son attitude et sa relation avec les autres, même pour des raisons défendables, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui subit des transformations ». ³

L'Afrique devrait s'habituer à cette nouvelle présence américaine, en plus de celles des anciennes puissances coloniales mises à mal par la percée

¹ Lauren Ploch cité par HAINE J.Y., « L'endigement renforcé. Les politiques de sécurité de la France et des Etats-Unis en Afrique », dans *Note de l'IFRI*, Février 2016, p. 25.

² KANDEL M., « La stratégie américaine en Afrique », dans *Etude de l'IRSEM*, n°36, décembre 2014.

³ MEAD W. R., *Sous le signe de la providence : comment la diplomatie américaine a changé le monde*, Odile Jacob, Paris, 2003.

chinoise sur le continent depuis le début du siècle. Le point d'orgue de cette nouvelle politique américaine sur le continent noir aura sans doute été l'annonce faite par le président George W. Bush le 7 février 2007 de la création d'un nouveau commandement militaire régional consacré à l'Afrique : United States Africa Command (Africom).⁴

Le continent africain fut ainsi estimé être une source potentielle importante de la menace terroriste qui avait été propulsée à la tête des priorités américaines en matière de sécurité. Ainsi, sous le mandat de George Walter Bush, l'engagement et les efforts américains dans le domaine sécuritaire en Afrique s'intensifièrent. Dès 2001, des programmes de contre-terrorisme furent mis en place dans le Sahel et l'Est de l'Afrique. C'est dans ce contexte notamment que le camp Lemonnier de Djibouti a été établi comme base expéditionnaire semi-permanente, et que le nouveau Commandement unifié Africain de l'armée américaine fut créé.⁵

En tant que stratégie militaire, l'Africom relève de la politique étrangère de Washington destinée avant tout à la sécurisation des intérêts nationaux américains comme le rappelle Pierre Maurice Gallois dans son postface à l'anthologie mondiale de la stratégie de Gérard Chaliand. La stratégie militaire, écrit P.M. Gallois, est une discipline relevant d'un commandement disposant de la force des armes pour servir l'Etat et agir selon ses directives.⁶

Les africains auraient torts de croire en la charité sécuritaire des américains à travers l'Africom comme ils ont cru en la charité civilisationnelle des colons européens au XIX^{ème} siècle. C'est de l'« America security first » dont il est question même si les armées africaines, locales seront intégrées dans la stratégie mise en place.⁷ C'est donc clair comme l'écrit Alain Fogue Tedom qu'Africom, est la résultante de l'accroissement des intérêts

⁴ En français commandement militaire américain pour l'Afrique.

⁵ HATZIGEORGIOPOULOS M., « L'assistance militaire : quel rôle dans la prévention des conflits en Afrique ? », dans *Sécurité et stratégie*, n°123, Mai 2016, Institut Royal Supérieur de Défense, p.7, disponible sur www.irsd.be, consulte le 13 février 2022.

⁶ CHALIAND G., *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Laffont, Paris, 1990, p. 1491.

⁷ *Ibidem*, p. 1174.

économiques, et par ricochet des intérêts stratégiques, des Etats-Unis en Afrique. C'est une structure diplomatique et militaire qui est pensée, conçue et déployée par et pour les Etats- Unis d'Amérique.⁸

Par ailleurs, Le fait qu'Africom constitue l'une des plus grandes unités de commandement géographique ainsi que l'une des mieux financées témoigne de l'importance stratégique accordée à l'Afrique par les États-Unis, qui soulignent la dimension globale des enjeux sécuritaires africains et qu'il serait désormais question pour les Africains de capitaliser ce contexte suivant l'approche du « Maximin » dans la théorie du jeu qui se base sur l'existence, dans chaque solution du joueur, d'un minimum de gain assuré qui peut être maximisé.⁹ C'est en cela que pourrait évidemment s'évaluer la pertinence de la stratégie militaire en Afrique et la mise sur pieds d'Africom.

Cette étude se propose en effet de présenter la nouvelle stratégie militaire des Etats-Unis d'Amérique sur le continent africain ; de cerner les grandes missions d'Africom et ; de ressortir la pertinence que pourrait avoir cet engagement militaire intense des Etats-Unis d'Amérique sur le destin sécuritaire du continent.

I. STRATEGIE MILITAIRE AMERICAINE EN AFRIQUE

La meilleure intelligence de la politique sécuritaire des Etats-Unis sur le continent africain repose sur la compréhension du triptyque construit autour de la vision américaine de la région, des éléments constitutifs de sa politique ainsi que l'opérationnalisation de cette nouvelle stratégie voulue robuste.

I. 1. Vision américaine de l'Afrique

L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde à avoir échappé jusqu'en 1960 au quadrillage mondial des commandements militaires régionaux américains. Pour autant, et contrairement à ce que pourraient faire croire certains articles contemporains, l'intérêt américain pour l'Afrique n'est

⁸ FOGUE T. A., « AFRICOM : Le commandement militaire américain pour l'Afrique », disponible sur <http://www.diploweb.com/AFRIC>, 21 novembre 2011, consulté le 13 février 2022.

⁹ MONTBRIAL T. (de), *L'action et le système du monde*, PUF, Paris, 2002, p. 185.

pas inédit dans l'histoire. Comme en témoigne le chant des Marines américains, sur « les rives de Tripoli », les premières interventions militaires américaines ont eu lieu, au début du 19^{ème} siècle, au large de l'Afrique et la Navy doit même son existence à ces corsaires d'Afrique du Nord.

Plus près de nous, pendant la guerre froide, l'Afrique deviendra un temps le terrain d'affrontement indirect entre les deux blocs après les décolonisations, avant de perdre son intérêt stratégique pour les Américains, en particulier après l'expérience traumatisante de Mogadiscio en octobre 1993. Ainsi, en 1995, un document stratégique officiel du Pentagone déclare les intérêts stratégiques américains en Afrique « inexistants ». Pendant cette décennie 1990, l'intérêt pour l'Afrique est surtout porté par le Congrès et les ONG qui agissent à travers lui pour faire pression sur les élus américains. Avec l'aide du Black Caucus, le groupe des élus afro-américains, ces pressions conduisent au vote de la loi économique AGOA (African Growth and Opportunity Act) sous Clinton. Via la Coalition chrétienne au Congrès, elles entraînent également les États-Unis dans un rôle actif vis-à-vis du Sud-Soudan par exemple.

Le tournant vient en 1998, avec les deux attentats simultanés contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Ce tournant est évidemment confirmé après les attentats du 11 septembre 2001. Dans la stratégie nationale de sécurité publiée par l'administration Bush en 2002, l'Afrique devient l'un des fronts de la « guerre globale contre la terreur ».

Cette importance stratégique nouvelle de l'Afrique est entérinée en 2007 par la décision de créer un nouveau commandement militaire pour l'Afrique, Africom (jusque-là, le commandement européen EUCOM était en charge des engagements militaires américains en Afrique). Le commandement d'Africom reste cependant localisé à Stuttgart, comme EUCOM. Il comporte 2000 personnes, dont 40% de civils. Le nombre de militaires américains présents en 2014 sur le terrain en Afrique varie entre 5000 et 6000 hommes selon les opérations en cours.

Comme l'explique un rapport d'inspection du Bureau des affaires africaines du département d'Etat (2009), Africom vient aussi « combler un

vide créé par la pénurie des moyens au service du développement et de la diplomatie» (en raison des coupes drastiques imposées par le Congrès républicain de la deuxième moitié des années 1990 sous la houlette du sénateur Jesse Helms). Il s'agit aussi d'harmoniser et de rationaliser la gestion des différents programmes concernant l'Afrique.¹⁰

I. 2. Principaux éléments de la stratégie actuelle en Afrique

La stratégie américaine en Afrique privilégie (dans les textes) une approche intégrée, dans laquelle l'assistance militaire s'accompagne d'un soutien aux institutions démocratiques, à la société civile, au développement et à la croissance économique. La création d'Africom doit ainsi permettre une meilleure coordination de ces différents efforts, et est même envisagée comme un laboratoire d'un nouveau smart power américain reposant sur une approche globale des crises et une empreinte légère au sol.

Le continent africain est le terrain privilégié d'un élément-clé de la réorientation stratégique engagée par le Pentagone sous Obama, qui met en avant le concept (ou slogan) de *light footprint* et s'appuie sur les alliances et les partenariats. La directive stratégique de 2012 (confirmée par la revue quadriennale de défense 2014 du Pentagone) parle de nouvelles approches « innovantes et à faible coût » (« small low-cost innovative approaches »). Au niveau politico-stratégique, elle s'inscrit dans le cadre de la « doctrine de responsabilité », conséquences de la ligne directrice qu'Obama s'est fixée en politique étrangère.

En pratique, la politique américaine repose sur une stratégie de coopération avec les pays africains partenaires (la quasi-totalité des États africains), à travers des programmes régionaux et des accords bilatéraux. L'objectif principal est d'aider les armées locales à développer leurs capacités. Les effectifs américains déployés en Afrique représentent de 5 à 6 000 hommes, on l'a dit, avec des variations en fonction des opérations en cours. L'essentiel de ces moyens est déployé à Djibouti sur la base de Camp Lemonnier (2 500 hommes), également la principale base de drones américains dans le monde.

¹⁰ KANDEL M., *Op.cit.*, pp. 16-17.

Par ailleurs, il existe de nombreuses autres bases ou installations américaines sur le continent, certaines très légères et que l'on retrouve dans un grand nombre d'États africains, en particulier dans la zone qui va du Golfe de Guinée à la Corne de l'Afrique. Emblématiques du changement d'époque, d'adversaire et de conflit que nous vivons actuellement, elles se résument le plus souvent à un hangar quelconque, une poignée de soldats et une flotte plus ou moins importante de petits avions de tourisme truffés d'électronique.

La mission principale du Pentagone en Afrique est la lutte contre les groupes terroristes islamistes de la Corne de l'Afrique (Somalie) et de la péninsule arabique (Yémen), à travers deux types d'actions : formation et entraînement des forces africaines locales dans le cadre du programme Partnership for Regional East African Counter Terrorism et ; actions directes des forces américaines par l'emploi des drones armés et des forces spéciales.

Le Sahel est également un enjeu depuis 2002, date de lancement de la Pan-Sahel Initiative par le département d'Etat, dont l'objectif est de renforcer la sécurité aux frontières et les capacités contre-terroristes de quatre pays d'Afrique de l'Ouest : Mali, Tchad, Niger et Mauritanie. Le programme devient le Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership en 2005 et son volet militaire, sous la bannière de l'opération Enduring Freedom, vise à combattre et défaire les organisations terroristes opérant au Maghreb et au Sahel. Le nombre de partenaires est étendu : aux quatre pays de Pan-Sahel s'ajoutent désormais l'Algérie, le Burkina Faso, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie, pour un budget annuel d'environ 100 millions de dollars¹¹.

I. 3. Nouveau tournant avec les événements de Libye (2011-2012)

L'intervention de l'OTAN en Libye en 2011 a d'abord obligé Africom à devenir un véritable commandement militaire opérationnel, le rapprochant de l'expérience de CENTCOM, le commandement qui a mené les opérations en Irak et Afghanistan. Jusque-là, Africom fonctionnait davantage comme Southcom (Amérique du Sud), qui lui aussi privilégie une approche globale civilo-militaire.

¹¹ KANDEL M., *Op.cit.*, pp. 17-19.

Mais le véritable tournant est lié à l'attaque du consulat américain de Benghazi en septembre 2012 par des groupes terroristes qui a entraîné l'assassinat de l'ambassadeur américain en Libye. Ce dernier événement a eu deux conséquences (sans parler de l'affaire politique) aux États-Unis : une attention nouvelle de la part des Américains (tout particulièrement au Congrès) au terrorisme en Afrique, dans une région autre que la Corne et envisagée comme pouvant menacer directement les intérêts américains. Surtout, l'attaque du consulat américain de Benghazi a imposé parmi les priorités d'Africom une nouvelle mission d'interventions d'urgence.

Cette nouvelle mission s'est traduite très rapidement par de nouvelles initiatives, dont la mise en place de forces d'interventions d'urgence des Marines et la création d'un commandement pour les interventions d'urgence en octobre 2012 : ce Commander's In-Extremis Force (CIF) pour Africom disposera de trois brigades établies dans trois lieux stratégiques, Djibouti, Moron en Espagne, et un troisième en Afrique de l'Ouest non communiqué. L'augmentation de l'attention portée à l'Afrique a été très nette au Congrès, où « l'affaire de Benghazi a donné des ailes au commandement et à ses demandes ». Elle se manifeste en particulier dans l'évolution de la nature de l'attention du Congrès sur l'Afrique, visible dans l'évolution des sujets des auditions parlementaires et des rapports demandés au service de recherche du Congrès (CRS).

I. 4. Modalités d'interventions en Afrique : qu'est-ce que le light footprint ?

Le light footprint repose en priorité sur l'emploi de forces spéciales américaines ainsi que de brigades spécialisées par région, et surtout sur la coopération (formation, entraînements conjoints) entre les militaires américains et les forces armées locales, qui doivent à terme prendre en charge l'essentiel du travail (les fameuses « solutions africaines aux problèmes africains »).

SOCOM, le commandement américain des forces spéciales, a été protégé des coupes qui frappent le budget américain de la défense, alors même que le commandement avait déjà vu son budget quintupler sur la décennie 2000. Ces dernières années ont vu notamment SOCOM prendre une

importance croissante en tant que planificateur et acteur principal de la coopération de sécurité au Pentagone, en particulier l'ensemble des programmes de formation et entraînement des armées partenaires. L'amiral Mc Raven, commandant de SOCOM de 2011 à 2014, a joué un rôle majeur dans cette évolution. Aujourd'hui, les effectifs des forces spéciales américaines atteignent près de 70 000 hommes (moins de 5% forces militaires totales américaines) pour un budget en 2012 de 10,5 milliards (1,4% du total budget défense). Parmi les forces de SOCOM, 45% viennent de l'armée de Terre, 28% de l'Air Force, et 14% de la Navy.

Les forces spéciales américaines ont deux emplois majeurs : la « chasse à l'homme » (au terroriste, « counter terrorism manhunting capability »), et la formation-coopération, c'est-à-dire le travail avec et aux côtés des forces armées locales pour combattre les terroristes, insurgés et autres réseaux criminels transnationaux à travers toute une série de programmes et d'actions de défense et de formation, mais aussi de programmes civils dans les domaines les plus variés.

On évoque pour simplifier deux approches : une approche directe de court terme, et une approche indirecte de long terme, la première étant nécessaire pour permettre la mise en place et surtout le bon fonctionnement de la seconde, elle-même indispensable pour apporter des solutions durables aux problèmes révélés par le terrorisme (les travaux plus récents préfèrent les termes de « surgical strike » et « special warfare »).

Les exemples de réussite de l'approche indirecte le plus souvent cités sont la Colombie et les Philippines. En Afrique, des exercices comme Flintlock permettent aussi d'assurer la nécessaire interopérabilité et la standardisation des doctrines des forces spéciales. Les forces spéciales, considérées comme une « force tactique avec un impact stratégique » (aux Etats-Unis comme ailleurs de plus en plus) sont aujourd'hui l'instrument de choix pour affronter de nombreuses menaces contemporaines.

Cette évolution devrait durer en raison de la contrainte budgétaire et de la prévalence des guerres et menaces irrégulières. Cette volonté d'appui sur les forces spéciales est par ailleurs soutenue par le Congrès américain :

ainsi un récent rapport de la Commission des forces armées de la Chambre des représentants réclamait une « utilisation plus agressive et chirurgicale des forces spéciales en Afrique » dans le contre-terrorisme, et en particulier pour la « réforme des secteurs de sécurité ».

Enfin, la formation par les forces spéciales semble être l'une des voies les plus prometteuses pour le long terme et l'objectif d'apporter des « solutions africaines aux problèmes africains ». Ainsi, l'une des rares études approfondies sur le retour d'expérience (« lessons learned ») des programmes de formation par les forces conventionnelles et spéciales américaines au Mali (analyse de fond sur l'effort de formation américaine après les critiques suite au coup d'Etat de 2012) analyse les différentes approches mises en œuvre par les différents programmes américains de formation (IMET, ACRI, CFTP) et compare les résultats et comportements des unités maliennes qui en ont bénéficié.

La conclusion est sans appel : seul un effort continu (référence au dernier concept de formations de SOCOM, par les forces spéciales donc) est efficace en termes de formation des armées partenaires (*building partner capacity*). Hormis les forces spéciales, l'autre mode d'intervention mis en avant dans le concept de *light footprint* et privilégié par les Américains en Afrique est la voie des partenariats.¹²

Au regard de ces différents éléments il est possible de penser avec certitude que la perception et la représentation de l'Afrique a beaucoup évolué dans les décisions américaines de sa politique étrangère. La relativisation de la portée stratégique de l'Afrique a remplacé la négation absolue des années antérieures. L'Afrique est devenue un continent à risque pour la sécurité des Etats-Unis d'Amérique, pour ses alliés européens mais aussi pour les autres nations du monde. Au sujet de l'Afrique, le major Dominique Servatius constate que, de par sa situation géographique, ses richesses naturelles et son potentiel en matière de développement, le

¹² KANDEL M., *Op .cit.*, pp. 20-21.

continent africain constitue, en cas d'instabilité, un danger pour l'équilibre mondial.¹³

Il était donc du devoir de la première puissance du monde, puissance emblématique¹⁴, de s'engager dans des actions internationales qui quittent le sentier battu de la politique de puissance pour celle de la politique de sécurité. Contrairement à la relation de puissance, relation de guerre, la relation de sécurité est une relation de puissance négative. Car, alors que la politique de puissance s'entretient par l'hypothèse toujours permanente de la guerre par laquelle s'obtient la paix, la politique de sécurité, elle, s'efforce de rendre la guerre improbable. C'est la politique de l'ordre international qui poursuit des objectifs du milieu plutôt que ceux égoïstes de conquête ou d'expansion.¹⁵

II. STRUCTURE ET MISSION D'AFRICOM

II. 1. Structure

Avant la création de d'Africom, les forces américaines à l'étranger relevaient de cinq commandements différents suivant les régions du monde à couvrir : EUCOM (Europe) ; CENTCOM (Asie centrale et Moyen-Orient) ; PACOM (Pacifique) ; LANTCOM (Atlantique) ; SOCOM (Sud-Amérique Latine) auxquels s'ajoute le commandement continental, CONUS. La responsabilité de l'Afrique est partagée entre trois commandements: le commandement central (CENTCOM), le commandement Pacifique (PACOM) et le commandement Europe (EUCOM).¹⁶

Le siège d'Africom est à Stuttgart, au centre du commandement européen (EUCOM). Cette mesure transitoire était initialement arrêtée pour un an. Comme les autres centres de commandements américains à travers le

¹³ SERVATIUS D., « AFRICOM, une opportunité pour l'avenir », 01 octobre 2007, disponible sur www.irsd.be, consulté le 11 octobre 2022.

¹⁴ MENDRAS M., « La Russie, l'Amérique, le terrorisme », dans *Revue Esprit*, août-septembre 2002, p. 155.

¹⁵ BIYOYA M. P., *Comprendre les relations internationales, les anciens et nouveaux paradigmes*, Kinshasa, Médiaspaul, 2015, p. 125.

¹⁶ DIOP D., « L'AFRICOM : une initiative mort-né ou un « commandement impossible » ? », disponible sur www.archives.cerium.ca, consulté le 11 octobre 2022.

monde, l'Africom rend directement compte au Secrétariat de la Défense ; il est un ensemble qui rassemble outre les militaires, les diplomates et les agents des renseignements (CIA). A ceux-ci, il faut ajouter les membres de la Sécurité Nationale (NSA) et de nombreux fonctionnaires issus d'autres ministères.

Le commandant d'Africom est assisté de deux adjoints : un en charge des activités Civiles et Militaires et l'autre commis aux opérations militaires. En cas d'empêchement du commandant, c'est l'adjoint en charge des opérations militaires qui exerce le commandement. Les activités civiles et militaires de la structure englobent la santé, l'aide humanitaire, l'action humanitaire contre les mines, la réponse aux catastrophes et la réforme du secteur de la sécurité.¹⁷

Africom dispose de cinq commandements subordonnés :

- U.S. Naval Forces Africa (NAVAF, Naples) ;
- U.S. Army Africa (USARAF, Vicenza) ;
- U.S. Air Forces Africa (AFAFRICA, Ramstein) ;
- U.S. Marine Corps Forces Africa (MARFORAF, Stuttgart) et ;
- U.S. Special Operations Command Africa (SOCAFRICA, Stuttgart).

Ces commandements exécutent les exercices et entraînements planifiés et approuvés par Africom. Le « Combined Joint Task Force Horn of Africa » (CJTF-HOA, Djibouti) constitue la capacité militaire américaine permanente installée sur le continent africain. Un détachement d'avant-garde est arrivé en octobre 2002 à bord d'un navire ayant pour mission la lutte contre le terrorisme. CJTF-HOA s'est installé depuis 2003 dans l'ancien camp français Lemonnier situé juste à côté de l'aéroport de Djibouti.

Africom bénéficie aussi de l'appui sur le continent de ses 38 attachés de défense et de ses officiers de liaison notamment au sein de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Centre de formation international Kofi Annan pour le maintien de la paix au Ghana.

¹⁷ FOGUE T. A., *Op. cit.*

De nombreuses agences internationales américaines et agences de sécurité sont représentées au sein d'Africom, ainsi que huit nations partenaires, par le biais de leurs officiers de liaison : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Turquie. Africom attend un représentant militaire du Brésil et de l'Espagne. Tous ces pays sont activement présents sur le continent et leurs officiers de liaison permettent de coordonner les différentes activités, d'échanger des informations et de développer une meilleure interopérabilité.¹⁸

II. 2. Mission et objectifs

Africom a pour mission, la coordination des relations militaires entre les Etats-Unis et tous les États africains, à l'exception de l'Égypte. En raison de sa situation géostratégique particulière, ce pays demeure dans le giron du commandement Central américain. Il s'agit en détail de la protection, la défense de l'intérêt national américain par le renforcement de la capacité militaire des pays africains et des organisations régionales, et si nécessaire, par la conduite des opérations militaires afin de combattre la criminalité internationale et de créer un environnement de paix susceptible de garantir la bonne gouvernance et le développement durable en Afrique.¹⁹

A ce titre, deux principes guident son action : protéger le territoire des Etats-Unis, les citoyens américains et l'intérêt national américain de toute menace qui pourrait provenir de l'Afrique ; aider les partenaires africains des Etats-Unis à bâtir une capacité propre de maintien de la paix qui promeut la stabilité, la bonne gouvernance et le développement durable.

De façon préventive ou réactive, les Etats Unis doivent se tenir prêts à agir contre tout individu ou organisation qui en Afrique, menace leurs intérêts, ceux de leurs alliés ou de leurs partenaires.

Les buts militaires qui découlent de cette mission et de ces principes sont : combattre Al-Qaïda et de toutes les autres organisations extrémistes ; renforcer les capacités des principaux pays africains et des partenaires régionaux en contribuant à la mise sur pieds d'institutions militaires

¹⁸ SERVATIUS D., *Op. cit.*

¹⁹ FOGUE T. A., *Op. cit.*

démocratiques, respectueuses de l'autorité, des lois et au service de citoyens ; l'aide des principaux pays et partenaires africains des Etats-Unis afin qu'ils soient aptes à participer efficacement aux opérations de maintien de la paix au niveau régional et international ; garantir aux Etats-Unis la capacité à venir en aide à l'Afrique ; participer, aux côtés de l'ensemble du gouvernement, à la lutte contre les violations massives des droits de l'homme en Afrique à travers une coopération active avec les des armées africaines ; garantir l'acheminement de l'aide humanitaire si nécessaire.

Dans cette perspective, Africom doit servir en Afrique de cadre pour la synchronisation des efforts militaires avec ceux des autres administrations américaines. Africom travaille donc de concert avec toutes les administrations intéressées en cas de besoin. En octobre 2011, son personnel est issu de treize départements ministériels et agences. Dans chaque pays, ce travail de synchronisation est placé sous l'autorité de l'ambassadeur américain. En fait, l'action d'Africom vient en appui à la politique étrangère des Etats Unis et notamment sa politique africaine.

Nonobstant cette subordination, le commandement d'Africom est appelé à se montrer imaginatif, créatif et proactif. Il est en charge de la mise du savoir-faire militaire au service du déploiement et de la sécurisation des intérêts américains en Afrique.

L'essentiel des activités de formation d'Africom visent : la consolidation des capacités des forces conventionnelles partenaires ; le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité ; l'établissement de relations stratégiques fortes ; l'appui à la réforme du secteur de sécurité ; l'encouragement de la coopération régionale ; la prévention et l'interopérabilité ; la participation à la stabilisation des zones de conflit ; et la prévention des situations conduisant à l'instabilité.²⁰ Les contours géostratégiques et l'importance stratégique d'Africom s'analysent aussi à travers l'importance des moyens qu'elle mobilise.

Entre le 1^{er} octobre 2007, date de sa création et fin 2008, cette structure a bénéficié d'un budget de 125 millions de dollars. En 2009, son

²⁰ *Ibidem*.

budget était de 310 millions de dollars. En 2010, il est de 302 millions de dollars. Ces budgets qui servent au fonctionnement, paiement des salaires du personnel civil etc. ne prend pas en compte les fonds alloués aux exercices. Africom emploie en octobre 2011, 2000 personnels dont 1500 à son quartier général à Stuttgart en Allemagne.²¹

Comme il apparaît clairement dans cette présentation et de l'avis de Fogue Tedom, Directeur du Centre Panafricain d'Etudes Stratégiques pour la Promotion de la Paix et du Développement (CAPED), Cameroun Géopolitique de l'Afrique, l'Africom est le résultat d'une réorganisation interne des structures de commandements américains dictée par l'accroissement des intérêts américains en Afrique. Il ne peut être qu'au service de son géniteur en dépit du théâtre africain du déploiement de ses activités.

Cette dimension primaire voire génétique d'Africom n'exclut pas l'impact réel qu'il pourrait avoir sur le destin sécuritaire des Etats africains étant donné que la sécurité des Etats-Unis, dépendrait aussi désormais de la stabilité des Etats africains dont certains sont en faillite et constituent aujourd'hui des véritables zones grises qui servent de base arrière à des trafiquants de tout acabit et abritent des mouvements terroristes²². C'est à partir donc de cette hypothèse que nous pouvons apprécier la pertinence de la nouvelle stratégie américaine et de l'Africom en Afrique.

III. STRATEGIE MILITAIRE AMERICAINE EN AFRIQUE ET LE ROLE D'AFRICOM

La nouvelle stratégie américaine en Afrique (*light footprint*) assortie d'un nouveau commandement unifié (AFRICOM) soulève plusieurs interrogations qui permettent de ressortir sa pertinence face aux besoins sécuritaires réels du continent : en quoi ce nouveau partenariat stratégique se distingue-t-il des partenariats traditionnels dont bénéficie déjà l'Afrique y compris celui américain depuis la fin de la Guerre Froide ?

²¹ *Ibidem*.

²² BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Fayard, Paris, 2003, p. 54.

Parce que tout semble reposer sur la capacitation des forces conventionnelles locales et leur interopérabilité face aux différentes menaces (terrorisme principalement), des armées qui en l'état actuel sont déliquescents, quelle est la portée ainsi que le seuil de relèvement retenu dans le cadre de ce nouveau partenariat ? Et puisque la guerre ne se pose en instrument rationnel pour l'Etat que dans la mesure où elle sert un objectif politique clairement défini²³, le refus des partenaires africains d'héberger le QG d'AFRICOM ne serait-il pas l'expression d'un scepticisme politique individuel et collectif des souverainetés africaines ? L'AFRICOM serait-il finalement une opportunité pour l'avenir sécuritaire de l'Afrique comme l'affirme le major Dominique Servatius ?

III. 1. Africom : Un partenariat stratégique comme tous les autres

Une chose est vraie c'est que la volonté des USA d'intensifier son engagement militaire en Afrique et de déployer l'Africom traduit une double réalité ; celle de l'absence d'autonomie ou d'indépendance stratégique de manière générale et celle de l'inefficacité des dispositifs sécuritaires des Etats africains (armée, forces de polices, services d'intelligence et autres officines) de répondre positivement aux attentes mondiales de sécurité dans un contexte d'hyper terrorisme.

La thèse de Philippe Biyoya de la présence-absence de l'Afrique dans les relations internationales d'aujourd'hui, présence géographique (physique) doublée d'une absence géopolitique²⁴, trouverait ici la preuve de sa pertinence. Les Etats africains pris individuellement et collectivement c'est-à-dire à travers les organisations sous régionales et régionale, ne disposent pas de capacités militaires requises et moins encore des moyens logistiques et financiers pour participer à l'effort mondial de lutte contre le terrorisme alors que des groupuscules terroristes y prolifèrent et sont très actifs. Il y a un manque de réponse africaine face aux problèmes sécuritaires auxquels le continent est confronté.

²³ DESPORTES V., *Comprendre la guerre, Collection Stratégies et Doctrines*, éd. Economica, 2^{ème} éd., Paris, 2011, p. 16.

²⁴ BIYOYA M. P., *Op. cit.*, p. 12.

C'est ce constat de vide stratégique principalement dans l'espace trans-saharien qui a suscité les inquiétudes de l'administration américaine et fait bouger les lignes de sa politique africaine. Même si Washington dit prendre en compte la volonté de ses partenaires africains, il reste qu'Africom est un projet américain. Qu'ils soient africains ou occidentaux, les partenaires américains qui ont été consultés l'ont été pour la forme. En effet, Africom est un outil conçu pour pallier les insuffisances africaines dans un contexte où les intérêts américains ne cessent de croître et les menaces aussi.²⁵

Dans ce nouveau « paternalisme sécuritaire » made in USA²⁶, l'Afrique n'est pas regardé comme un acteur mais comme un enjeu des intérêts américains qu'il faudrait à tout prix sécuriser, comme une zone d'expérimentation plutôt que comme un chantier en construction en prenant en compte les préférences locales. Ce qui place la coopération militaire américaine sous la même fraction que celles traditionnelles des européens, France, Belgique, Grande Bretagne, Allemagne... aux développementalistes économiques se greffent en effet les développementalistes stratégiques.

On note également que la coopération militaire américaine n'est pas un isolat, un programme en pièce détachée, elle s'insère dans une approche dite intégrée dans laquelle l'assistance militaire s'accompagne d'un soutien aux institutions démocratiques, à la société civile, au développement et à la croissance économique. Il ne s'agit pas seulement de développer les capacités militaires, mais de promouvoir la démocratie, le libéralisme économique, les droits de l'homme, la bonne gouvernance et le développement. Rappelons que tous ces paramètres ne s'harmonisent pas toujours. Le syndrome de Baule d'une aide conditionnée persiste et ce n'est pas le volet militaire qui va permettre de booster une politique de coopération Nord-Sud en panne durant plus d'un demi-siècle.

²⁵ FOGUE T. A., *Op. cit.*

²⁶ JORLAND P., « AFRICOM, commandement SDF », dans *Focom*, n°171, disponible sur <https://www.ismea.org>, consulté le 18 juin 2022.

Ce malaise est aussi partagé par l'Ambassadeur William M. Bellamy²⁷ qui recommande une évaluation sans complaisance des programmes traditionnels d'aide militaire dans le but de rendre l'AFRICOM plus utilitaire pour les partenaires africains et ainsi lui éviter le triste sort prédit par Djibril Diop²⁸ d'une « initiative mort-né » ou un « commandement impossible » ?

L'Ambassadeur William Mark Bellamy note qu'en dépit d'années d'effort et de centaines de millions de dollars d'aide américaine, la plupart des forces armées africaines ne sont actuellement que marginalement plus professionnelles et plus capables d'assumer des rôles dans le maintien de la paix qu'il y a 10 ans. Certaines forces ont régressé durant cette même période. Il en résulte que même si certains pays africains continuent de fournir des contingents pour les opérations onusiennes de maintien de la paix, ces contingents sont moins bien entraînés, équipés et dirigés que ne l'avaient espéré la plupart des observateurs américains lorsque les programmes d'aide au maintien de la paix ont été lancés concrètement. L'UA est encore bien loin de l'objectif de s'assumer pleinement en matière de sécurité.

L'aide des bailleurs de fonds n'a pas toujours été positive dans ce domaine. Il est rare que ceux-ci coordonnent efficacement l'aide qu'ils fournissent aux États africains dans le domaine de la sécurité ; ils l'organisent souvent pour satisfaire leurs propres préoccupations de sécurité localisées plutôt que les besoins à long terme des pays bénéficiaires. Pour améliorer et intégrer l'aide des États-Unis en faveur de la sécurité en Afrique, il conviendrait de confier la responsabilité générale des programmes d'aide à la sécurité au département d'État ; l'Africom participerait dès le début au processus de planification et aurait d'importantes responsabilités dans la conception conjointe et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités militaires par des militaires.

²⁷ BELLAMY M.W., « L'engagement des États-Unis en matière de sécurité en Afrique », Bulletin de la sécurité africaine, publication du centre d'études stratégiques de l'Afrique, disponible sur <http://www.africacenter.org>, consulté le 18 juin 2022.

²⁸ DIOP D., *Op. cit.*

Il faut s'attacher davantage à renforcer les institutions et les capacités des forces armées africaines plutôt qu'à communiquer simplement des compétences propres aux missions. Il s'agit aussi de définir de meilleurs critères pour évaluer l'efficacité des programmes d'aide et de réduire le recours aux contractuels du secteur privé des États-Unis d'Amérique. Enfin, il faut redoubler d'efforts pour harmoniser l'aide américaine et celle des autres grands bailleurs de fonds, dont le Royaume-Uni, la France et les autres pays de l'Union européenne.

L'Africom n'est pas une rupture et moins encore une véritable innovation mais la continuation d'une coopération qui ne permettra pas le relèvement complet des capacités stratégiques africaines. Il se présente plutôt comme une nouvelle forme de perfusion aux dispositifs sécuritaires africains que comme un véritable levier.

III. 2. Une politique américaine concurrente aux ambitions stratégiques africaines

De même que la mondialisation a annihilé les revendications d'instauration d'un Nouvel Ordre Economique mondial qui a réussi à liguier le tiers monde dont l'Afrique contre l'Occident, le *light footprint* apparaît en réalité aussi comme un projet concurrent à l'intégration stratégique du continent. C'est ce qui justifierait en grande partie aussi les réticences des Etats africains d'accueillir Le QG d'Africom sur leur territoire.

Le projet des Etats-Unis d'Afrique ou de la formation d'un Etat panafricain moderne (fédération ou confédération) prévoyait l'élaboration d'une politique africaine commune en matière de défense et de sécurité. La première réunion des ministres africains de la Défense et de la sécurité s'était félicitée de l'initiative libyenne relative au traité de la défense commune et de la formation d'une armée africaine unique.

Dans son Plaidoyer pour la formation d'une armée africaine, le Colonel Mouammar Kadhafi qui s'insurgeait contre le commandement américain en Afrique rappelait que, "2 L'Afrique dispose aujourd'hui de 2.250.000 soldats nécessitant des dépenses annuelles évaluées à 13 milliards de dollars américains. Si on entretient un million de soldats africains au

niveau du continent, nous pouvons économiser 50% des dépenses actuelles pour la défense, soit 7 milliards de dollars que nous pouvons consacrer au développement et à la santé, par exemple [...] L'édification d'une seule armée africaine nous mettra dans une attitude confortable. Nous nous sentirons à l'aise lorsque nous voyons l'Union africaine se charger de repousser toute agression de l'extérieur ou de régler les problèmes intérieurs²⁹ ».

Si la thèse du colonel Kadhafi de la capacitation stratégique par la fusion des armées du continent n'a pas fait l'unanimité, on ne voit pas comment la proposition américaine de partenariat stratégique pourrait satisfaire les attentes du continent en matière de sécurité. Parce que vouloir reconstruire les armées africaines suppose un renforcement du système global de défense, l'accroissement de la puissance militaire des Etats dont la docilité vis-à-vis de la puissance américaine n'est pas garantie. La théorie du dilemme de sécurité qui fait de l'accroissement de la capacité de défense d'un acteur une menace pour son environnement, obligerait le gouvernement américain à limiter la portée et le seuil de son aide.

La consolidation des capacités des forces conventionnelles des partenaires africains ne serait que réduit pour se prémunir contre un éventuel effet boomerang des Etats africains militairement solides. L'Africom pourrait dans la limite du possible se contenter simplement de former des unités spécialisées dans chaque pays du champ susceptible de s'associer aux forces spéciales américaines pour lutter localement et de manière efficiente contre le terrorisme. Mais l'on sait d'ores et déjà que le commandement central de ces forces ainsi que les commandements subordonnés (U.S. Naval Forces Africa, U.S. Army Africa, U.S. Air Forces Africa, U.S. Marine Corps Forces Africa, U.S. Special Operations Command Africa) échapperont entièrement au contrôle des Etats africains ainsi qu'au conseil africain de paix et de sécurité de l'Union Africaine.

En clair, l'Africom offrirait une solution sectorielle plutôt que générale aux problèmes de sécurité qui se posent sur le continent africain. Ce qui

²⁹ PANA, « Plaidoyer du colonel Kadhafi pour une armée africaine unique », 17 novembre 2017, disponible sur www.panapress.com, consulté le 18 juin 2022.

serait pourtant une contribution non négligeable dans la construction de l'architecture africaine de défense et de sécurité. La solution définitive demeure intégralement une responsabilité africaine. Les Etats du continent doivent développer la culture stratégique qui fait cruellement défaut dans les capacités africaines de prise de décision ou de définition des choix de l'avenir.³⁰

III. 3. Une politique américaine d'altération des souverainetés africaines

La plus grande problématique dans la mise en œuvre du commandement militaire américain en Afrique demeure sans doute celle liée à la souveraineté des Etats du continent. A partir du moment où les armées africaines seront au service des finalités politiques définies par le gouvernement américain, aucun Etat ne pourra se considérer comme souverain. Nous avons souligné que le partenariat claironné n'était en réalité que protocolaire, tout a été conçu au nom et pour le compte des Etats-Unis.

Africom est un commandement combattant du terrorisme qui se camoufle dans les questions humanitaires, le développement et la prévention des conflits en Afrique. Sa vocation est la lutte préventive et active contre le terrorisme dont la menace contre les intérêts américains en Afrique est une réalité. A travers ses intenses activités de renseignement, Africom est aussi un outil stratégique-militaire.

Sous cet angle, il est au service des intérêts américains, notamment économiques, qu'il doit protéger voire défendre contre, non seulement les terroristes, mais aussi contre toute concurrence. Africom est en somme un instrument de guerre anti-terroriste et de guerre économique spécieusement présenté aux Africains comme un catalyseur de développement. S'il peut effectivement concourir au développement du continent, force est de reconnaître qu'il n'a pas été pensé puis créé à cette fin altruiste. L'importance des moyens financiers, matériels et humains qu'il mobilise démontre sa dimension stratégique pour les Etats-Unis.³¹

³⁰ BIYOYA M. P., *Op. cit.*, p. 15.

³¹ FOGUE T. A., *Op. cit.*

La réalité sur terrain devrait d'avantage convaincre les partenaires africains de la nécessité d'éviter un excès de souveraineté ou un ethnocentrisme souverainiste à outrance. Le vide stratégique est évident et le sort de la souveraineté est trop lié à la puissance³², c'est-à-dire aux ressources dont disposent les acteurs ainsi qu'à leur capacité d'exploiter celles-ci de manière à répondre positivement aux attentes réelles de paix et de sécurité.

La faiblesse des Etats africains ne pouvait pas continuellement constituer un obstacle à l'exercice de la responsabilité internationale des grandes nations face à cette menace terroriste devenue globale. A défaut d'une réponse africaine dans la guerre globale contre le terrorisme, toute solution importée reste acceptable à partir du moment où elle soulage même en partie la souffrance des populations et réduit le risque d'insécurité pour les Etats en dehors du continent africain.

C'est ainsi que Jean-Yves Haine souligne la possibilité de dépassement des souverainetés africaines dans la mise en œuvre de La politique américaine de l'empreinte minimale. Si les partenaires africains ne sont pas capables de s'engager contre une menace que Washington juge sérieuse, alors l'intervention doit se faire plus directe, même si elle demeure limitée. Pour alléger le plus possible l'empreinte des États-Unis, le Pentagone privilégie deux outils : l'usage des drones, à la fois pour le renseignement et pour la destruction, et l'emploi des forces spéciales.³³

Il serait plus rationnel de s'engager dans ce partenariat avec prudence que de s'en méfier voire de s'en détourner sans proposer de solution de rechange simplement parce que les dirigeants africains tiennent au respect des principes juridiques de souveraineté et de non-ingérence. L'inertie des gouvernements africains pourrait constituer un facteur d'attraction des groupuscules terroristes et transformer le continent en base arrière.

³² DUSSOUY G., *Les théories de l'interétatique Traité de Relations internationales (II)*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 42.

³³ HAINE J.-Y., *Op. cit.*

III. 4. AFRICOM, une opportunité pour l'avenir ?

Le major belge Dominique Servatius voit dans l'Africom une réelle opportunité pour l'avenir sécuritaire du continent. Il note en substance que, toutes les activités militaires bilatérales contribuent sans aucun doute à constituer de nouvelles capacités militaires africaines et doivent perdurer afin de maintenir aussi ces relations privilégiées. Néanmoins, vu les restrictions générales et les limitations des différents partenaires, il faudrait privilégier plus d'activités multinationales. L'objectif militaire majeur en Afrique est d'y instaurer la sécurité et la stabilité.

Cet objectif pour le XXI^e siècle vise aussi à assurer notre propre sécurité et ne saurait être atteint que si nos politiciens et experts militaires se mettent d'accord pour travailler en partenariat. Africom a commencé seul à relever ce défi et, malgré son potentiel et ses capacités, s'est très vite rendu compte que, sans partenaires, l'objectif ne serait pas atteint. La devise d'Africom est : « Si vous voulez aller vite, allez-y seul. Si vous voulez aller loin, allez-y ensemble. Nous choisissons d'aller loin et ensemble ».³⁴

A partir des exemples authentiques Patrice Jorland tente de démontrer la pertinence de la nouvelle politique américaine en Afrique en relevant au passage les bienfaits de la dimension *soft* de la puissance américaine dans sa nouvelle politique.

Les opérations *Serval* et *Sangaris* n'auraient en effet pas pu se déployer sans l'appui logistique et de renseignement des Etats-Unis, lequel reste indispensable pour le déroulement de l'opération Barkhane, comme pour les actions de la MINUSMA et de la MISCA. On ajoutera, parmi les cibles communes, la secte Boko Haram et ce qui, en République centrafricaine notamment, subsiste de l'Armée de résistance du Seigneur.

Dans leur stratégie africaine, les Etats-Unis exploitent en effet leurs avantages, d'incomparables ressources financières en dépit des contraintes budgétaires, une considérable supériorité en matière de transports, de communications, de renseignement et de frappe à distance grâce aux drones.

³⁴ SERVATIUS D., *Op. cit.*

De ces avantages, ils se servent pour, d'une part, s'attacher plus étroitement d'autres pays occidentaux, telle la France et, d'autre part, s'affilier les armées des pays africains, au sens où la formation reçue et les exercices répétés formatent les esprits et calibrent les moyens, ce qui constitue une dimension essentielle de la stratégie d'influence.³⁵

Comme on peut le constater, les gains relatifs que l'Afrique pourrait tirer de ce nouveau partenariat militaire avec la première puissance du monde sont réels et probables à court, moyen et long termes. Mais la prudence s'impose tout de même et la poursuite des réflexions dans le sens de l'amélioration de cette coopération et de l'accroissement du capital-confiance entre partenaires demeure un impératif de taille. C'est dans ce travail de fond que logent l'avenir et la pertinence de l'engagement robuste des Etats-Unis d'Amérique en Afrique même s'il est conçu, comme pour toute politique étrangère, pour satisfaire d'abord les intérêts américains.

Les recommandations très pertinentes de l'Ambassadeur William Mark Bellamy peuvent véritablement servir de gouvernail pour définir la mission et la configuration futures de l'Africom, en vue d'en accroître la portée utilitaire dans cette lutte antiterroriste version Afrique. En dépit de grands progrès, le rôle du commandement suscite encore la méfiance en Afrique et au sein de la communauté internationale. Pour améliorer la réputation et l'efficacité de l'Africom, les États-Unis devraient prendre les mesures suivantes :

- décider (et souligner publiquement) que la mission centrale de l'Africom est la coopération avec les États partenaires africains dans les domaines traditionnels de l'aide à la sécurité et que le plus grand avantage comparatif du commandement sera sa capacité de coopérer de façon plus cohérente, efficace, durable et avec plus de moyens. Parallèlement, l'administration ne doit pas minimiser le statut de l'Africom en tant que commandement combattant. Il est sans doute peu probable que l'Africom ait à mener des opérations de combat en

³⁵ JORLAND P., *Op. cit.*

Afrique, mais cette capacité et ce rôle potentiel ne doivent pas être négligés ou dissimulés ;

- faire de la coopération en matière de sécurité maritime une priorité spéciale de l'Africom. L'importance de la production pétrolière et gazière offshore de l'Afrique de l'Ouest est bien connue. Les activités telles que la piraterie, le vol d'énormes quantités de pétrole, le transit des stupéfiants, la traite des êtres humains et l'immigration illégale dans les eaux côtières non contrôlées de l'Afrique préoccupent de plus en plus la communauté internationale. La pêche illégale incontrôlée menace les moyens d'existence de millions d'Africains, tout comme le fait la grave dégradation environnementale de nombreuses zones maritimes. Les gouvernements africains commencent à s'attaquer à ces problèmes bien que la charge d'une force navale et de garde-côtes soit encore au bas de la liste des priorités militaires pour la plupart d'entre eux. De nombreux pays africains apprécieraient des programmes de l'Africom visant à améliorer la surveillance maritime et les capacités de maintien de l'ordre. En aidant à rétablir la sécurité physique, l'Africom pourrait permettre la réalisation d'initiatives de « sécurité humaine » aux assises plus larges sur le littoral africain ;
- accroître le soutien budgétaire et en personnel accordé aux programmes du département d'État pour l'aide à la sécurité en Afrique. À l'instar de la recommandation du secrétaire à la Défense Robert Gates concernant l'allocation davantage de ressources à l'intention du département d'État pour mener des missions de stabilisation et de reconstruction à travers le monde, l'Africom devrait réclamer le doublement des quelque 250 à 300 millions de dollars que le département d'État dépense actuellement chaque année à des programmes de sécurité en Afrique. Des augmentations du financement militaire étranger, du programme international de formation militaire et d'éducation et du financement des opérations de maintien de la paix devraient servir à financer les initiatives d'engagement de l'Africom ;

- relier les priorités de l'Africom plus directement - aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et de l'UA en Afrique. L'UA possède maintenant une structure d'organisation par l'intermédiaire de laquelle tous les partenaires internationaux peuvent coordonner leurs actions.

En outre, étant donné que l'ONU est présente dans pratiquement toute l'Afrique, souvent au titre du maintien de la paix ou du renforcement de la sécurité, l'Africom ne pourra pas opérer longtemps sans qu'il y ait des recoupements d'une façon ou d'une autre avec des activités onusiennes. Quelles que soient leurs faiblesses opérationnelles, l'ONU et ses institutions spécialisées inspirent le respect et l'approbation de pratiquement tous les gouvernements africains et de toutes les strates de la société africaine. Dans la mesure où l'Africom sera perçu comme appuyant les missions de sécurité et de maintien de la paix de l'ONU, il sera de plus en plus largement accepté par la communauté internationale.³⁶

CONCLUSION

La nouvelle politique américaine d'empreinte minimale (*light footprint*) et la création du commandement militaire unifié (Africom) répondent à un besoin réel de sécurité non seulement pour la région mais aussi dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme lancé depuis les attaques du 11 septembre 2001. Les Etats-Unis expriment une volonté plus soutenue de renforcer sa présence militaire en Afrique dans le but d'éradiquer le terrorisme qui représente une sérieuse menace pour ses intérêts sur le continent, pour son territoire, pour ses alliés européens et pour Israël.

Cette stratégie qui se veut « intégrée » a porté les Etats-Unis à rechercher un consensus et une légitimité confortables en s'attachant certains partenaires occidentaux et en s'affiliant les services et forces armées locales même dans leur état de déliquescence quitte à assurer un *mentoring* (formation) plus efficace et suivi.

³⁶ BELLAMY W.M., *Op. cit.*

Un tel partenariat avec la première puissance du monde ne peut qu'être pertinent même si la finalité politique de cet engagement militaire robuste demeure la sécurité du territoire et la préservation des intérêts du pourvoyeur. Mais des objectifs transversaux comme par exemple la formation du personnel de sécurité et des forces combattantes représentent une grande opportunité pour les Etats africains qui participent à la mise en œuvre de cette stratégie malgré les réticences et les polémiques qui subsistent encore sur les objectifs et mission réelles d'Africom.

En servant les intérêts américains, les Etats africains pourraient en même temps aussi bénéficier d'une expertise certaine qui pourra renforcer les capacités individuelles et collectives des Etats africains à lutter contre le terrorisme et d'autres menaces sécuritaires. L'Afrique a donc la possibilité d'apprendre des américains l'art de la guerre indispensable dans la construction de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Avec plus d'intelligence, l'Afrique pourrait maximiser le minimum qu'offre ce partenariat innovant.

Mais il serait tout de même naïf pour les africains de croire que ce partenariat suffirait à guérir le continent de son mal sécuritaire ; à sortir les armées africaines de leur délitescence. La responsabilité africaine face aux menaces terroristes et autres demeure intégrale. L'Afrique doit apporter des réponses domestiques à ses problèmes internes ainsi qu'à ceux qui engagent l'avenir de l'humanité. Le partenariat américain a beau être avantageux mais il sera limité et réduit à dessein pour éviter de perdre le contrôle d'une Afrique riche en ressources naturelles et doter d'un mécanisme autonome et fonctionnel de sécurité et de défense commune.

Tout va dépendre, comme nous l'avons déjà dit de l'intelligence politique africaine de capitaliser les bénéfices de ce partenariat pour à terme, réaliser son rêve panafricain des Etats-Unis d'Afrique doter de ses propres moyens de défense. Les mots du colonel Mouammar Kadhafi sonnent justes : « L'édification d'une seule armée africaine nous mettra dans une attitude confortable. Nous nous sentirons à l'aise lorsque nous voyons l'Union africaine se charger de repousser toute agression de l'extérieur ou de régler les problèmes intérieurs ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BELLAMY M.W., « L'engagement des États-Unis en matière de sécurité en Afrique », Bulletin de la sécurité africaine, publication du centre d'études stratégiques de l'Afrique, disponible sur <http://www.africacenter.org>.
- BIYOYA M. P., *Comprendre les relations internationales, les anciens et nouveaux paradigmes*, Médiaspaul, Kinshasa, 2015.
- BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Fayard, Paris, 2003.
- CHALIAND G., *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Laffont, Paris, 1990.
- DESPORTES V., *Comprendre la guerre, Collection Stratégies et Doctrines*, éd. Economica, 2^{ème} éd., Paris, 2011.
- DIOP D., « L'AFRICOM : une initiative mort-né ou un « commandement impossible » ? », disponible sur www.archives.cerium.ca.
- DUSSOUY G., *Les théories de l'interétatique Traité de Relations internationales (II)*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- FOGUE T. A., « AFRICOM : Le commandement militaire américain pour l'Afrique », disponible sur <http://www.diploweb.com/AFRIC>, 21 novembre 2011.
- HAINE J. Y., « L'endiguement renforcé. Les politiques de sécurité de la France et des Etats-Unis en Afrique », dans *Note de l'IFRI*, Février 2016.
- HATZIGEORGOPOULOS M., « L'assistance militaire : quel rôle dans la prévention des conflits en Afrique ? », dans *Sécurité et stratégie*, Institut Royal Supérieur de Défense, n°123, Mai 2016, disponible sur www.irsd.be.
- JORLAND P., « AFRICOM, commandement SDF », dans *Focom*, n°171, disponible sur <https://www.ismea.org>.
- KANDEL M., « La stratégie américaine en Afrique », dans *Etude de l'IRSEM*, n°36, décembre 2014.

-
- KISSINGER H., *La nouvelle puissance Américaine*, Fayard, Paris, 2003.
- MEAD W. R., *Sous le signe de la providence : comment la diplomatie américaine a changé le monde*, Odile Jacob, Paris, 2003.
- MENDRAS M., « La Russie, l'Amérique, le terrorisme », dans *Revue Esprit*, août-septembre 2002.
- MONTBRIAL T. (de), *L'action et le système du monde*, PUF, Paris, 2002.
- PANA, « Plaidoyer du colonel Kadhafi pour une armée africaine unique », disponible sur www.panapress.com, 17 novembre 2017.
- SERVATIUS D., « AFRICOM, une opportunité pour l'avenir », 01 octobre 2007, disponible sur www.irsd.be.